

**Louis GILL**

Économiste, retraité de l'UQÀM

(1987)

# “Que signifie le krach du 19 octobre ?”

Aussi disponible en version portugaise :  
“*O que significa o CRACK de 19 de outubro ?*”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,  
Professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi  
[Page web. Courriel: jean-marie\\_tremblay@uqac.ca](mailto:jean-marie_tremblay@uqac.ca)  
Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"  
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi  
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi  
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.**

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi à partir de :

Louis Gill, économiste québécois  
Professeur retraité de l’UQAM

**“Que signifie le krach du 19 octobre ?”**

Un article publié dans la revue *Tribune ouvrière*, no. 189, décembre 1987 - janvier 1988, pp. 16-18. Aussi paru en portugais dans la revue brésilienne *Correspondência*, vol. 1, no 2, décembre 1987, p. 9-11.

Louis GILL est économiste et professeur retraité du département de sciences économiques de l’UQAM où il a œuvré de 1970 à 2001. Tout au cours de cette carrière, il a eu une activité syndicale active. Il a publié plusieurs ouvrages, sur la théorie économique marxiste, l’économie internationale, l’économie du socialisme, le partenariat social et le néolibéralisme, ainsi que de nombreux essais et articles de revues et de journaux sur des questions économiques, politiques, sociales et syndicales.

[Autorisation formelle accordée par l’auteur le 11 janvier 2005 de diffuser cet article en accès libre à tous dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriel : [gill.louis@uqam.ca](mailto:gill.louis@uqam.ca)

Polices de caractères utilisée : Times New Roman, 14 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

Édition numérique réalisée le 21 mai 2015 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.



Un grand merci à l'auteur pour avoir accepté avec enthousiasme de réviser le texte numérique de cet article avant diffusion dans Les Classiques des sciences sociales.

Merci beaucoup.

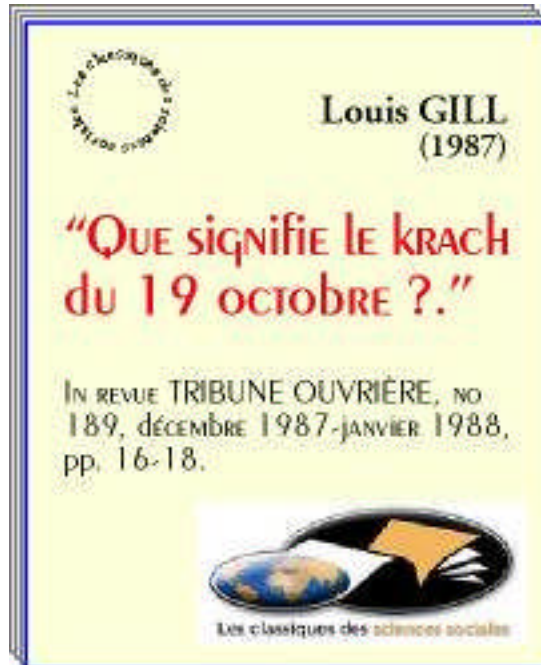
Jean-Marie.

Jeudi, le 21 mai 2015.

Louis Gill

[économiste, retraité de l'UQÀM.]

“Que signifie le krach du 19 octobre ?”



Un article publié dans la revue *Tribune ouvrière*, no. 189, décembre 1987 - janvier 1988, pp. 16-18. Aussi paru en portugais dans la revue brésilienne *Correspondência*, vol. 1, no 2, décembre 1987, p. 9-11.

## Table des matières

1. "[Que signifie le krach du 19 octobre ?](#)" [version française du texte]

*L'économie américaine : une étonnante vitalité ?*

*Un écran de fumée*

*Le choc nécessaire avec la réalité*

*L'économie réelle, en bonne santé ?*

*Un aveu d'impuissance*

*Une énorme destruction de valeurs*

*Financer le capital à même le travail*

*Des tensions sociales accrues*

2. "[O que significa o CRACK de 19 de outubro ?](#)" [Version portugaise du texte]

*A economia dos EUA : vitalidade ?*

*Cortina de fumaça*

*Choque inevitável com a realidade*

*A economia real, saúde boa ?*

*Prova de impotência*

*Enorme destruição de valores*

*Financiar o capital com o trabalho*

*Tensões sociais crescentes*

Louis Gill

### **“Que signifie le krach du 19 octobre ?”**

Un article publié dans la revue *Tribune ouvrière*, no. 189, décembre 1987 - janvier 1988, pp. 16-18. Aussi paru en portugais dans la revue brésilienne *Correspondência*, vol. 1, no 2, décembre 1987, p. 9-11.

[Retour à la table des matières](#)

Avec une chute de 508 points (23%) de l'indice Dow Jones en une seule journée, la Bourse de New-York a connu le 19 octobre dernier sa pire dégringolade de l'histoire, une dégringolade deux fois plus importante que celle du « jeudi noir » du célèbre krach de 1929. Plus de \$500 milliards d'actifs financiers ont volé en fumée en l'espace de quelque six heures, \$1000 milliards au total sur une période de deux mois à partir du sommet boursier atteint le 25 août. L'effondrement de la Bourse new-yorkaise, rapidement répercuté sur toutes les Bourses du monde, a donné une nouvelle impulsion à la chute du dollar américain déjà soumis depuis des mois à de fortes tensions en raison de la persistance du lourd déficit commercial américain avec le reste du monde. La chute du dollar a précipité à son tour des retraits de fonds étrangers investis aux États-Unis, entraînant par le fait même de nouvelles pressions à la baisse sur les marchés boursiers partout dans le monde et de nouveau sur le billet vert, les deux mouvements s'alimentant réciproquement. Les cours en chute libre du dollar atteignent des niveaux historiques par rapport au mark allemand et au yen japonais malgré l'apport de sommes énormes englouties sur les marchés des devises par les banques centrales pour tenter de contenir le mouvement de baisse. Les accords conclus par le « Groupe des 7 » pour stabiliser le cours des monnaies, notamment les accords du Louvre de

février 87, sont de facto mis en pièce. Les dirigeants politiques reconnaissent leur impuissance à enrayer la dégringolade.

*L'économie américaine :  
une étonnante vitalité ?*

Comment expliquer ce phénomène que les milieux financiers ont caractérisé comme un véritable « tremblement de terre » (Business Week, 2 nov. 87, p.44) ? Après la récession du début des années 80, l'économie américaine a connu une croissance de son PNB que de nombreux « experts » ont qualifiée d'étonnante. Cette croissance, amorcée à la fin de 1982 et qu'il faut toujours évaluer, bien entendu, par rapport à la profondeur du creux précédemment atteint, a été mise au compte de la « Reaganomie » et de la soi-disant « vitalité » qu'elle impulsait à partir d'un soutien accru à l'entreprise privée, la déréglementation, la réforme fiscale, la mise en pièces de programmes sociaux gouvernementaux et, il va sans dire, le stimulant indispensable qu'a apporté la formidable relance des dépenses militaires. L'un des volets de cette politique de « l'Amérique forte » était le dollar fort, maintenu artificiellement à des niveaux élevés par une politique de taux d'intérêt élevés, facteur de l'accroissement écrasant du poids de la dette extérieure des pays sous développés.

Pour de nombreux « experts », la Reaganomie avait replacé l'économie sur la voie de la croissance, une croissance dont on s'apprêtait à marquer le 60<sup>e</sup> mois consécutif en novembre. Pour d'autres, l'un des indices de cette « vitalité » était la hausse régulière des cours des cours boursiers qui chaque jour brisaient de nouveaux records. Cinq années de croissance ininterrompue avaient amené l'indice Dow Jones à un sommet de 2722 en août dernier, reflet d'un triplement des valeurs boursières qui atteignaient alors les \$3300 milliards sur la Bourse de New-York.



### *Un écran de fumée*

Mais cette hausse boursière n'était qu'un écran de fumée. Le capitalisme est ainsi fait que la sphère financière semble avoir une existence propre, autonome, en apparence émancipée de tout rapport avec le monde réel. Il s'y transige des bouts de papier qui, même s'ils représentent au moins en principe des actifs réels, semblent exister comme de véritables marchandises ayant leur propre marché, leurs propres mouvements de prix, etc.. Cette autonomie de la sphère financière, tout en demeurant relative, est une réalité. C'est précisément cette autonomie qui peut donner lieu à une envolée formidable des cours boursiers malgré le fait que l'économie est à peu près stagnante. Il va sans dire qu'un tel milieu est des plus propices à la spéculation, aux opérations strictement financières comme en particulier les nombreuses et gigantesques fusions ou prises en main d'entreprises des dernières années, le plus souvent réalisées à partir de sommes d'argent qui sont elles-mêmes empruntées des banques, dans un mouvement où l'argent circule en vase clos, dans la seule sphère financière, sans qu'aucun nouvel investissement productif ne soit réalisé.

### *Le choc nécessaire avec la réalité*

Mais ce mouvement, qui pendant toute une période semble se nourrir de lui-même, doit tôt ou tard subir le choc de l'économie réelle. Et comme les opérations financières sont de plus en plus intégrées à l'échelle mondiale avec l'interconnexion des places financières, avec le décloisonnement et donc l'interpénétration des diverses activités, comme elles sont de plus en plus informatisées de manière à accélérer les transactions et à les faciliter par des moyens programmés, le choc, lorsqu'il se produit, n'en est que plus violent. Ce qui est destiné à faciliter les opérations financières contribue en sens contraire à précipiter la débandade et à en accroître les effets lorsque celle-ci survient. Mais d'aucune manière la débandade ne saurait être expliquée par de simples facteurs psychologiques ou d'hystérie collective. Quelle que soit l'importance de l'effet de panique qui a fini par

précipiter le mouvement d'effondrement et l'amplifier, les causes profondes demeurent les conditions réelles de l'économie qui ramènent en quelque sorte brutalement à l'ordre la sphère financière.

### *L'économie réelle, en bonne santé ?*

Reagan, comme les dirigeants politiques des autres pays, a tenté de rassurer la population après le krach du 19 octobre en expliquant qu'il s'agissait d'un simple dérèglement financier et qu'il n'y avait rien à craindre parce que l'économie réelle était en santé. Ce n'était là, bien sûr, que pure démagogie. Plus qu'une simple correction, si sévère soit-elle, d'un marché boursier qui s'était indûment envolé, le krach est l'indice manifeste d'une économie en crise. Si on gratte la surface, on est bien obligé de le constater. Les soixante mois de « reprise » invoqués comme preuve de ce que les choses iraient bien, voilent les tares profondes dont souffre l'économie américaine. Les millions d'emplois créés et la réduction du taux de chômage à 7% [-vs- 11% pour les pays industrialisés d'Europe] cachent le fait que l'écrasante majorité de ces emplois ont été créés dans des secteurs non productifs d'une économie qui a vu sa compétitivité se détériorer face aux partenaires européens et japonais, sa balance commerciale et sa balance des comptes courants devenir de plus en plus déficitaire. Ce déficit a dû être comblé par un apport de capitaux étrangers qui ont également permis de financer un déficit budgétaire dont la taille a augmenté, notamment comme conséquence directe de l'énorme relance militaire dont Reagan s'est fait le champion. De créditeurs nets qu'ils étaient, les États-Unis sont ainsi devenus le pays dont la dette extérieure, \$400 milliards à la fin de 1987, est la plus élevée du monde [4 fois la dette extérieure du Brésil]. Au rythme actuel, on prévoit que cette dette atteindra \$700 milliards en 1989.

### *Un aveu d'impuissance*

Le portrait est donc bien différent de celui que suggèrent les propos de Reagan. Les données réelles de l'économie américaine sont celles d'une économie profondément atteinte et cette économie est

l'économie dominante du monde capitaliste, dont le rôle moteur ne peut être relayé par aucune autre économie, et cela malgré les appels répétés adressés par les États-Unis à la RFA et au Japon pour qu'ils « stimulent » leur économie et « fassent leur part » dans la relance de l'économie mondiale. Les grands pays industriels avouent leur impuissance à surmonter la crise. Une réunion des gouverneurs des banques centrales des onze pays les plus industrialisés (É-U, RFA, Japon, France, G-B, Italie, Canada, Belgique, Pays-Bas, Suède, Suisse) tenue à Bâle les 7 et 8 novembre n'accouche que d'un communiqué vide de propositions. Une seule chose réunit l'unanimité : la réduction nécessaire du déficit budgétaire américain désigné comme le bouc émissaire de tous les problèmes. Qu'en est-il ?

### *Une énorme destruction de valeurs*

Les crises de l'économie capitaliste ne sont pas des accidents ni des faits divers. Elles sont partie intégrante des mécanismes d'accumulation. Elles sont inévitables et jouent un rôle clef dans ce processus. Elles ont pour fonction de réaliser « l'assainissement » périodique dont l'économie fondée sur le profit a besoin pour poursuivre son accumulation. Elles réalisent cet assainissement en détruisant des masses de valeurs, en provoquant un transfert de richesses, en restructurant l'économie et en fournissant aux capitalistes qui ont réussi à traverser la crise des conditions de rentabilité renouvelées qui permettent à l'accumulation de se poursuivre.

Dès son éclatement, la crise boursière en cours a commencé à réaliser cette tâche en détruisant des masses d'actifs financiers, plus de \$500 milliards dans la seule journée du 19 octobre. Des milliers d'individus ont été affectés par ces pertes qui ont touché notamment fonds mutuels, fonds de retraite. Bien sûr, tous n'ont pas perdu, loin de là. Les actifs réels qui correspondent à ces actifs financiers, eux, sont intacts. Et la plupart des grandes sociétés qui les possèdent, celles qui sont les plus solides et donc les moins menacées, ont pu racheter à la baisse des masses d'actions dont voulaient se départir les détenteurs pris de panique devant la débandade des cours, et ont pu bénéficier largement de la situation ; ces rachats d'actions comptent parmi les

facteurs qui expliquent les remontées partielles des indices boursiers dont l'évolution en dents de scie a suivi le choc initial.

### *Financer le capital à même le travail*

Ce transfert de richesses cependant demeure essentiellement une redistribution entre épargnants, petits et gros, et le rétablissement des conditions de rentabilité exige bien davantage. Il exige en fait un transfert d'un autre type, celui qui consiste à puiser dans les poches de la population salariée pour renflouer le capital. Les capitalistes de tout pays ne s'y trompent pas d'ailleurs lorsqu'ils désignent à l'unisson la réduction du déficit budgétaire comme la médecine à administrer pour sauver le malade. Qu'est-ce que cela implique ? Deux choses.

D'abord l'augmentation des taxes ; mais pas de toutes les taxes. Seront visées essentiellement celles qui touchent la consommation, les taxes régressives, comme la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), frappant davantage les récipiendaires de bas revenus, leur imposant une consommation réduite et réalisant à leurs dépens une épargne forcée, canalisée vers l'investissement profitable via les exemptions d'impôt accrues dont bénéficiera l'entreprise privée.

Ensuite une réduction des dépenses, mais pas de toutes les dépenses. Il est à prévoir que les dépenses militaires seront exemptées de ces réductions qui toucheront essentiellement les dépenses sociales, qu'une impulsion plus grande encore sera apportée à la vague de privatisation, de vente aux enchères des entreprises publiques et de tarification accrue des services qui demeureront publics, de manière à les modeler sur les principes de rentabilité du secteur privé.

### *Des tensions sociales accrues*

Ces mesures destinées à accroître la rentabilité du capital entraîneront nécessairement un recul des conditions de vie de la population travailleuse dont une portion significative, quelque 30 millions selon les chiffres officiels, vit déjà sous le seuil de la pauvreté dans ce pays

le plus opulent du monde. Elles sont un facteur inévitable d'aiguisement des tensions sociales.

L'autre « remède », auquel sont contraints les pays capitalistes industrialisés, est la chute du dollar face au mark et au yen. Cette chute permettra-t-elle de résoudre le problème du déficit commercial américain ? Peu de changements ont été réalisés à cet égard malgré une forte diminution du cours du dollar au cours des deux dernières années. Et si le dollar devait chuter encore davantage jusqu'à ce que des effets réels se fassent finalement sentir au niveau du déficit commercial, un double problème surgirait : le risque de résurgence de l'inflation aux États-Unis et la menace d'une baisse des importations américaines en provenance des pays d'Europe et du Japon dont l'activité économique ne manquerait pas d'être affectée. Le chômage déjà très élevé en Europe augmenterait encore davantage. Pour les pays sous-développés enfin, une baisse importante du dollar aurait un effet négatif sur les recettes d'exportation notamment des matières premières dont les prix mondiaux sont définis en dollars, accroissant encore davantage le poids de la dette extérieure.

Le krach du « lundi noir » du 19 octobre n'a rien d'un épisode. Il n'est que le début d'une situation économique qui, à terme, ne peut aller qu'en s'aggravant.

[9]

## “O que significa o CRACK de 19 de outubro ?”

Article publié en portugais dans la revue brésilienne *Correspondência*, vol. 1, no 2, décembre 1987, p. 9-11.

Louis Gill \*.

[Retour à la table des matières](#)

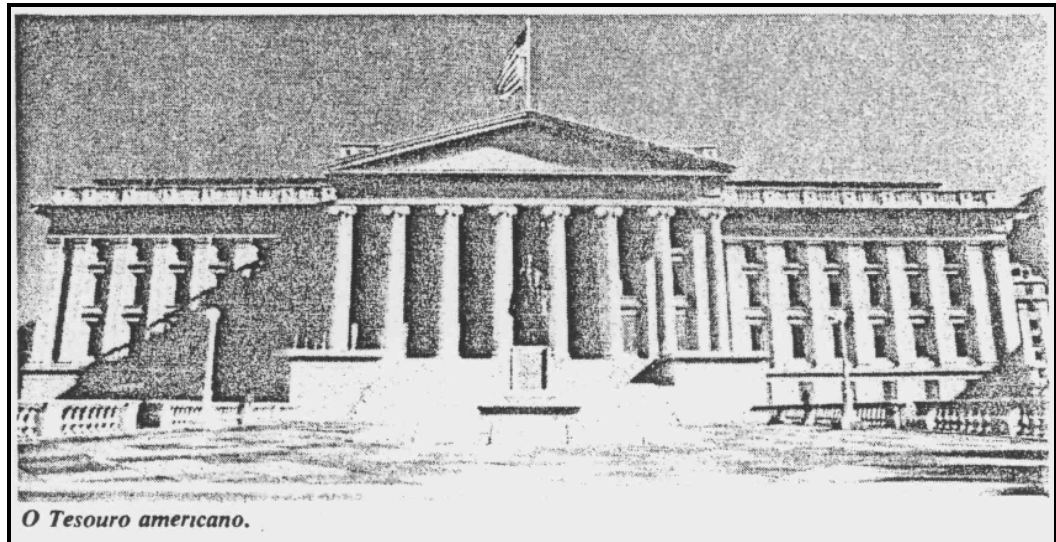
Com uma queda de 508 pontos (23%) do índice Dow Jones em uma só jornada, a Boisa de Nova Iorque registrou no dia 19 de outubro passado a sua pior queda da história, um tombo duas vezes mais importante do que o da "quinta-feira negra" do célebre crack de 1929. Mais de 500 bilhões de dólares viraram fumaça no espaço de cerca de seis horas ; 1 trilhão de dólares no total, num periodo de dois meses a contar do pico das cotações na Boisa em 25 de agosto.

O desabamento da boisa novaiorquina, que repercutiu rapidamente sobre as boisas de todo o mundo, deu um novo impulso à queda do dólar americano, que já estava submetido há meses a fortes tensões por causa da continuidade do pesado déficit comereial americano com o resto do mundo. A queda do dólar precipitou por sua vez a retração dos recursos estrangeiros investidos nos Estados Unidos. Por conta dessas novas pressées, este fato acarretou a baixa nos mercados de

---

\* Louis Gill é professor de Economia na Universidade de Québec, em Montréal (Canada) ; doutor em Ciência Econômica pela Universidade de Satanford (Califôrnica), 1973 ; engenheiro elétrico, formado pela Universidade McGill (Montréal), em 1961 e ex-presidente do Sindicato dos Professores da Universidade de Québec, em 1972-1973. Autor dos livros :  
— Economia mundial e imperialismo, Editions Boréal, Montréal, 1983, 400 pâgs.  
— [A economia capitalista : uma análise marxista](#), Presses Socialistas Internationales, Montréal — tomo 1, 1976, 256 pâgs. Tomo 11, 1979, 400 pâgs.  
— Colaborador do jornal Tribune.

boisa em toda a parte do mundo, e novamente a desvalorização da moeda verde. Esses dois movimentos alimentavam-se reciprocamente.



*O Tesouro americano.*

O curso de queda livre do dólar atinge recordes históricos em relação ao marco alemão e ao yen japonês, apesar das enormes quantias enterradas pelos bancos centrais nos mercados de moeda para tentar conter o movimento de baixa. Os acordos feitos pelo "Grupo dos 7" para estabilizar a cotação das moedas, particularmente os acordos do Louvre, de fevereiro de 87, tornaram-se letra morta de fato. Os dirigentes políticos reconhecem sua incapacidade de conter a derrocada.

### *A economia dos EUA : vitalidade ?*

Como explicar esse fenômeno que os meios financeiros caracterizaram como um verdadeiro "tremor de terra" (Business Week, 2 nov. 87, p. 44) ? Após a recessão do início dos anos 80, a economia americana registrou um crescimento de seu Produto Interno Bruto (PIB) que foi qualificado de surpreendente por inúmeros "experts". Este crescimento, iniciado no fim de 1982 — e que evidentemente deve ser relacionado com a profundidade do buraco que se atingiu anteriormente — foi creditado à "reaganomics" (a política econômica de Reagan — Nota da Redação) e à suposta "vitalidade" que ela estimulava a partir

de um apoio crescente à empresa privada, à desorganização das leis trabalhistas, à reforma fiscal, à quebra dos programas sociais de governo, para não falar do indispensável estímulo que levou à formidável retomada das despesas militares. Uma das pontas-de-lança dessa política da "América forte" era o dólar forte, mantido artificialmente em níveis elevados por uma política de altas taxas de juros, fator do crescimento esmagador do peso da dívida externa dos países subdesenvolvidos.

Para inúmeros "especialistas", a reaganomics havia recolocado a economia na rota do crescimento — um crescimento para o qual já se preparavam os festejos do 60º aniversário consecutivo em novembro. Para alguns, um dos indicadores desta "vitalidade" [10] era a alta regular das cotações em bolsa, que a cada dia batiam novos recordes. Cinco anos de crescimento ininterrupto elevaram o índice Dow Jones ao pico de 2722 pontos em agosto passado, refletindo uma triplicação dos valores negociados, que atingiam então 3,3 trilhões de dólares na Bolsa de Nova Iorque.

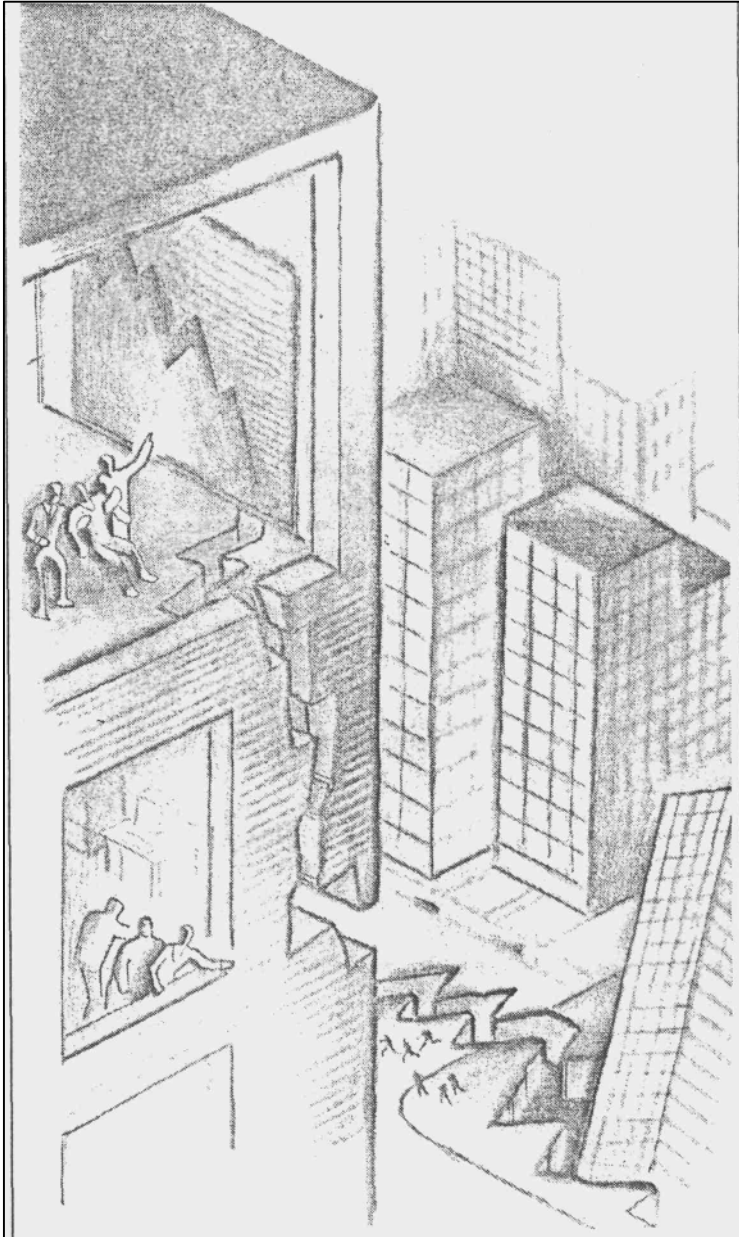
### *Cortina de fumaça*

Mas esta alta das cotações não passava de uma cortina de fumaça. É da própria natureza do capitalismo o fato de que a esfera financeira pareça ter uma existência própria, autônoma, aparentemente desligada de toda relação com o mundo real. Ele se vale de pedaços de papéis que, mesmo se eles representam pelo menos em princípio, ativos (valores — NdR) reais, parecem existir como verdadeiras mercadorias que têm seu próprio mercado, seus próprios movimentos de preços etc.. Esta autonomia da esfera financeira, embora sempre relativa, é uma realidade. É precisamente esta autonomia que pode dar lugar a uma decolagem formidável das cotações em bolsa, apesar de que a economia encontre-se em estado de quase estagnação. É claro, portanto, que um meio como este seja dos mais propícios à especulação, as operações estritamente financeiras, como foram em particular as intemeras e gigantescas fusões ou compra de empresas dos últimos anos. No mais dos casos essas operações foram realizadas a partir de dinheiro emprestado junto aos bancos, num movimento em que o dinheiro



gira em circuito fechado, isto è, fica restrito apenas à esfera financeira, sem que nenhum novo investimento produtivo seja realizado.

*Choque inevitável com a realidade*



Mas este movimento, que durante todo um periodo parece nutrirse de si mesmo, deve mais cedo ou mais tarde entrar em choque com a economia real. E como as operações financeiras estão cada vez mais integradas em escala mundial, com a interligação das praças financeiras, com o desbloqueio e a interpenetração das diversas atividades, como estão cada vez mais informaii/adas de modo a acelerar as Iransaçôcs, simplificandoas através de meios programáveis, o choque, quando ele acontece, sô pode ser bastante vioienlo. Aquilo que esta programado para facilitar as operações financeiras conlribui, em sentido contrario, para precipitar a debandada e propagar os efeitos do choque. Mas de maneira alguma a debandada poderia ser explicada por simples fatores psicologicos ou histeria coletiva. Qual-quer que seja a importâneia do

efeito pânico, que terminou por precipitar o movimento de queda e ampliálo, as causas profundas continuant sendo as condições reais da economia, que de certa forma chantant brutalmente à razão a esfera financeira.

### *A economia real, saúde boa ?*

Reagan, assim como os dirigeâtes políticos dos outros países, tentou tranquilizar a população após o crack de 19 de outubro explicando que se tratava de um simples desarranjo financeiro e que não havia motivo para temores porque a economia real gozava de boa saúde. O que não passava evidentemente de pura demagogia. Mais do que uma simples correção, por mais severa que ela seja, de um mercado de boisa que havia decolado indevidamente, o crack é o claro indicador de uma economia em crise. Os 60 meses de "retomada econômica", citados como prova de que as coisas iriam bem, encobrem as profundas distorções que afetam a economia americana. Os milhões de empregos criados e a redução da taxa de desemprego para *l'h* — contra 1 l<sup>o</sup>o nos países industrializados da Europa — escondem o fato de que a esmagadora maioria desses empregos foi criada em setores não produtivos de uma economia que viu sua competitividade deteriorarse em face das de seus parceiros europeus e japoneses, sua balança comercial e sua balança de contas correntes tornaremse cada vez mais deficitárias. Esse déficit teve de ser coberto por um aporte de capitais estrangeiros, que possibilitaram igualmente financiar um déficit orçamentário cujo tamanho foi num crescendo, principalmente como consequência direta do enorme impulso militarista, do qual Reagan se fez o campeão. De credores, os Estados Unidos passaram a ser o país que possui a mais elevada dívida externa do mundo ; no final de 1987 ela sera de USS 400 bilhões — quatro vezes mais do que a dívida externa do Brasil. No ritmo atual, prevêese que essa dívida atingirá USS 700 bilhões em 1989.

### *Prova de impotência*

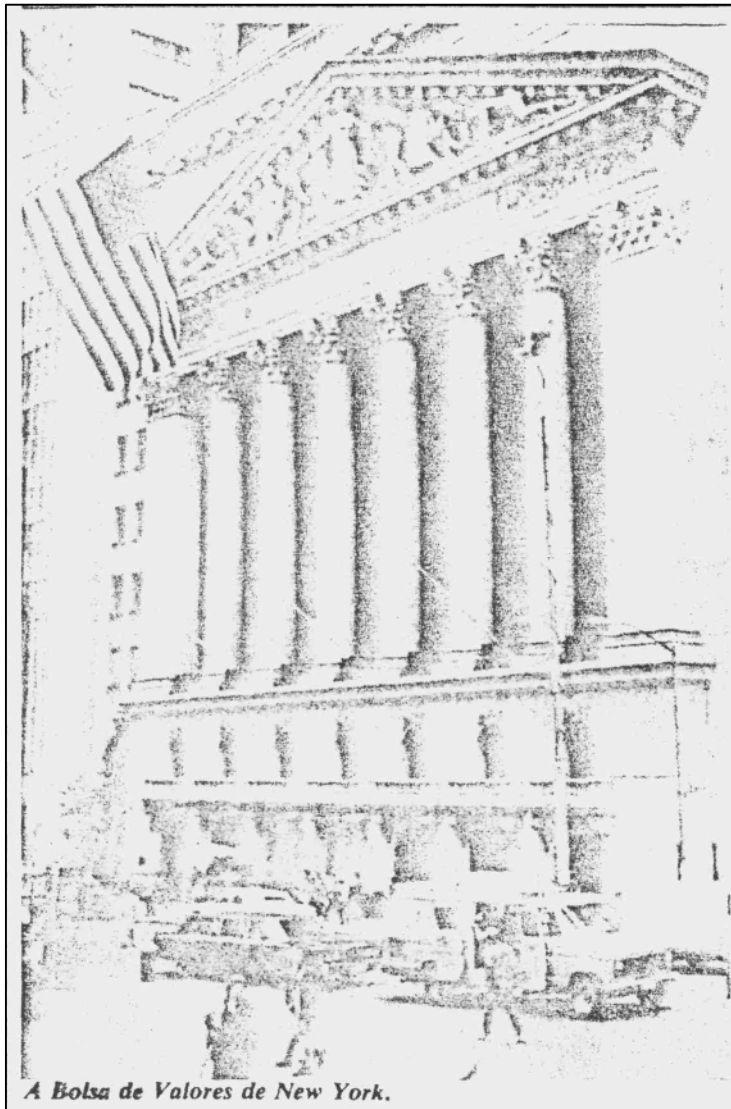
O retrato, portanto, é bem diferente daquele que sugerem os propósitos de Reagan. Os dados reais da economia americana são os de uma economia profundamente doente, e esta é a economia dominante do mundo capitalista. Isso, apesar dos repetidos apelos feitos pelos Estados Unidos à Alemanha Ocidental e ao Japão para que eles "esti-

mulem" suas economias e "façam sua parte" na retomada da economia mundial. Os grandes países industriais confessam sua impotência para superar a crise. Uma reunião dos presidentes dos bancos centrais dos onze países mais industrializados (EUA, RFA, Japão, França, Inglaterra, Itália, Canadá, Bélgica, Holanda, Suécia e Suíça) realizada em Bâle nos dias 7 e 8 de novembro não conseguiu ir além de um comunicado sem [11] propostas.

Apenas uma coisa reuniu a unanimidade: a necessária redução do déficit orçamentário americano, eleito como bode expiatório de todos os problemas. Mas o que resta disso ?

### *Enorme destruição de valores*

As crises da economia capitalista não são acidentes nem fatos isolados. Elas são parte integrante dos mecanismos de acumulação. São inevitáveis e jogam um papel chave nesse processo. Elas têm a função de promover "limpezas" periódicas, das quais a economia baseada no lucro tem necessidade orgânica para prosseguir sua acumulação. Elas fazem essa limpeza destruindo valores em massa, provando a transiência



*A Bolsa de Valores de New York.*

de nque/as, rcesti uturando ; i economia e loinecendo aos capitalistas que conseguem atavessar a crise condições de rentabilidade renovadas, possibilitando um novo ciclo de acumulação. Desde o seu estouro, a crise das bolsas ora em desenvolvimento começou a realizar aquela tarefa destruindo enormes quantidades de ativos financeiros — mais de 500 bilhões apenas na jornada de 19 de outubro. Milhares de

peessoas foram a Cet ad as por essas perdas, que atingiram principalmente os t'undos mütuos e os fundos de pensão (t'undos que captam economia de trabalhadores, aposentados e de pequenos e médios investidores em gérai para aplicação em boisa — NdR). A maior parte dos grandes grupos que são proprietários desses t'undos, aqueles que são os mais sólidos e portanto estão menos ameaçados, puderam adquirir na baixa enormes quantidades de acôcs cujos portadoies pioc-tuavam sair fora da boisa, toinados pelo pânico, e puderam beneficiar-se, assim, amplamente da situação. Essas reaquisições de ações contam entre os fatores que explicam as altas parciais dos índices da boisa, cuja evolução a contagotas seguiu-se ao choque inicial.

### *Financiar o capital com o trabalho*

Essa transferência de riquezas, no entanto, continua sendo essencialmente uma redistribuição entre poupadores, pequenos ou grandes. Porém, o restabelecimento das condições de rentabilidade exige maiores vantagens. Ele exige, na verdade, uma transferência de outro tipo ; a saber : a expropriação de renda da população assalariada para desencalhar o capital. Os capitalistas de todos os países não se enganam, por isso, quando recomendam num sô coro a redução do déficit orçamentário como o remédio para salvar o doentt »0 que isso implica ? Duas coisas.

Primeiro o aumento dos impostos, mas não de todos os impostos. Estarão colocados na mira essencialmente aqueles que dizem respeito ao consumo, os impostos regressivos, como o TVA (imposto sobre circulação de mercadorias — NdR), atingindo ainda mais os trabalhadores de baixa renda, aos quais é imposta uma redução no consumo, promovendo uma poupança forçada, a despeito de sua vontade, que é canalizada para o investimento lucrativo através do aumento de isenções de impostos para as empresas privadas.

Depois vem uma redução de gastos, mas não de todos os gastos. É previsível que os gastos militares estarão isentos dessas reduções que atingirão essencialmente as despesas sociais. Também é previsível que será dado um impulso ainda maior à onda de privatizações, de venda em leilão das empresas públicas, além do aumento das tarifas

dos serviços que continuam públicos, de modo a modelá-los de acordo com os princípios de rentabilidade do setor privado.

### *Tensões sociais crescentes*

Essas medidas destinadas a aumentar a rentabilidade do capital [.../...]

mente um recuo das condições de vida da população trabalhadora. Uma parcela significativa dela — 30 milhões de pessoas segundo as cifras oficiais — já vive abaixo da linha de pobreza no país mais rico do mundo. Elas constituem um fator inevitável de agudização das tensões sociais.

O outro "remédio", com o qual estão confrontados os países capitalistas industrializados, é a queda do dólar em relação ao marco e ao yen. Essa queda permitirá resolver o problema do déficit comercial americano? Poucas mudanças foram realizadas a este respeito apesar de uma forte diminuição das cotações do dólar ao longo dos dois últimos anos. E se o dólar devesse cair ainda mais, até produzir resultados reais para redução do déficit comercial, apareceria um duplo problema: o risco do reaparecimento da inflação nos Estados Unidos e a ameaça de uma queda das importações americanas proveniente dos países da Europa e do Japão, cujas economias não escapariam de ser atingidas. O desemprego já bastante alto na Europa aumentaria ainda mais. Para os países subdesenvolvidos, por fim, uma queda importante do dólar refletiria negativamente sobre suas receitas de exportação, principalmente no caso de matérias-primas cujos preços mundiais são estabelecidos em dólares, tornando ainda mais pesado o peso da dívida externa.

O crack da "segunda-feira negra" de 19 de outubro nada tem de um episódio isolado. Ele é apenas o início de uma situação econômica que, a termo, só poderia se agravar.

-----